

THE INSIDE TRACK

DES INFORMATIONS CONCISES SUR LA PROCHAINE
SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le Inside Track CDH53: la 53ème session ordinaire
du Conseil des droits de l'homme

Du lundi 19 juin au 14 juillet 2023 (session de 4 semaines),
Salle XX, Palais des Nations



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP



Václav Bálek, Président du Conseil des droits de l'homme, lors de la 52ème session ordinaire du Conseil des Droits de l'Homme, Genève.
UN Photo / Violaine Martin

EN BREF

- Le **19 juin**, S.E. Volker Türk, Haut Commissaire pour les droits de l'Homme, présentera le compte-rendu oral de son rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde pour l'ouverture du CDH53, suivi d'un dialogue interactif sur son rapport sur les réponses des états à la pandémie. Ce compte-rendu oral servira de base aux dialogues interactifs ultérieurs avec la Haute-Commissaire le **20 et 21 juin**.
- Au cours de la session, le Conseil examinera les rapports portant **sur des situations de pays spécifiques** préparés par le Haut Commissaire et le Secrétaire général concernant, entre autres : la **République Islamique d'Iran**, le **Myanmar**, le **Soudan**, l'**Ukraine** (dans les territoires temporairement occupés de la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol) et la **République Bolivarienne du Venezuela**. De plus, le Haut Commissaire présentera ses comptes-rendus oraux sur le suivi de la résolution Coopération avec la Géorgie; sur la protection et la promotion des droits de l'homme au **Nicaragua**; et sur les conclusions du rapport périodique du HCDH sur la situation des droits de l'homme en **Ukraine**.
- Les procédures spéciales présenteront aussi des comptes-rendus oraux sur la situation des droits de l'homme au **Burundi**, en **République centrafricaine** et au **Myanmar**.
- Le Conseil examinera également les rapports de la Haute-Commissaire et du Secrétaire général sur un certain nombre de **questions thématiques**, notamment:
 - Effets néfastes des changements climatiques sur la pleine réalisation du droit à l'alimentation
 - Importance de l'enregistrement des victimes pour la promotion et la protection des droits de l'homme
 - Effets des avancées technologiques sur les efforts de prévention du génocide, et sur les risques de perpétration de génocide
 - Incidences sur les droits de l'homme de l'acquisition, la possession et l'utilisation d'armes à feu par les civils



52ème session ordinaire du Conseil des Droits de l'Homme, Genève.
UN Photo / Violaine Martin

- Mise en place et le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme
 - Marche à suivre pour améliorer la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme
 - Le Conseil examinera les rapports de **22 procédures spéciales** (quatre spécifiques à un pays et 18 thématiques), et organisera des dialogues interactifs avec, notamment celles portant sur les mandats suivants: l'Afghanistan; la Biélorussie; l'Érythrée; le Territoire occupé de Palestine; le changement climatique; les discriminations à l'égard des femmes; l'éducation; la pauvreté extrême; la liberté d'opinion et d'expression; l'indépendance des juges et avocats, les personnes déplacées dans leur propre pays; la solidarité internationale; les migrants; les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association; les personnes touchées par la lèpre; le racisme; le droit à la santé; l'orientation sexuelle et l'identité de genre; les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; la traite des êtres humains; les sociétés transnationales (deux rapports); et les violences contre les femmes et les filles.
 - De plus, le Conseil tiendra des dialogues interactifs avec **trois mécanismes d'enquête**, dont: la mission d'enquête internationale indépendante sur la République islamique d'Iran; la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël; et la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne.
 - Conformément à [PRST_OS/16/1](#), il n'y aura pas de débat général pendant CDH53. Les rapports et comptes-rendus oraux du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, du Secrétaire général et des organes subsidiaires qui devaient être présentés pendant CDH53 seront donc examinés au cours de CDH54, à moins qu'ils ne soient mandatés pour être examinés au cours d'un dialogue interactif.
 - Le Conseil devrait adopter environ **27 projets de résolution** et autres textes. La date limite pour soumettre un projet de résolution a été fixée au **5 juillet 2023 à 13 heures**.
 - Il est également prévu que **quatre nouveaux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales** soient nommés, dont l'Expert Indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale; le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités; le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants; le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste. Plusieurs informations sur les candidatures sont disponibles [ici](#).¹
- Pour obtenir la version intégrale du programme de travail pour la 53ème session, cliquez [ici](#).²

1 <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/sp/hrc53>

2 <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session53/POW-HRC53-FR.doc>

IMPACT DES MESURES SPÉCIALES POUR COMBATTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19 LORS DU CDH

- La 53ème session du Conseil se tiendra dans la Salle XX, qui peut désormais être utilisée dans la pleine capacité.
- À la suite des réunions du Président du Conseil à New York et de l'accord du Secrétaire Général des Nations Unies sur le maintien de modalités hybrides pour les 53ème et 54ème sessions, le Bureau a convenu que les modalités de la 53ème session devraient être les mêmes que celles de la 52ème session, afin d'assurer l'inclusivité. Le Bureau a noté que l'UNOG poursuit ses activités selon le principe de la continuité des opérations et que les délégations et la société civile étaient largement favorables au maintien de modalités hybrides. Tout au long de la 53ème session, les États pourront participer en personne ou virtuellement par Zoom ou par messages vidéo préenregistrés.
- Les ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC et les INDH ayant un statut "A" pourront choisir leur mode de participation préféré, soit en personne, soit par message vidéo.
- Les ONG qui souhaitent participer à la session peuvent s'inscrire et indiquer leur mode de participation (en personne ou par message vidéo) pour tous les débats sur le système d'inscription en ligne (<https://ngoreg.ohchr.org>), qui ouvrira le 13 juin à 14h00 CEST. Le mode de participation peut être modifié ultérieurement pour les dialogues interactifs, les discussions et les adoptions de l'EPU.
- La **date limite** de téléchargement des messages vidéo est fixée à **18h00 le jour précédant le débat** pour lequel ils sont soumis.
- Le jeudi 29 juin étant un jour férié pour les Nations Unies, aucune réunion ne sera organisée et aucune assistance technique ne sera disponible ce jour-là.
- Conformément au paquet institutionnel, chaque projet de résolution et/ou de décision doit faire l'objet d'au moins une consultation informelle ouverte avant d'être examinée par le Conseil.
- Les principaux auteurs des projets de résolution sont encouragés à organiser des réunions informelles virtuelles ou en personne. Les délégations peuvent écrire au point focal compétent du Secrétariat du

Conseil (mkumar@ohchr.org) pour obtenir de l'aide afin de mettre en place une participation virtuelle aux salles de consultations informelles via la plateforme WebEx. Si des consultations informelles sont organisées virtuellement, les porteurs de projet de résolution doivent en informer le Secrétariat du CDH afin que la réunion soit incluse dans l'application en ligne «Sched».

- Le Secrétariat a mis en place une fonctionnalité qui permet aux ONG de coparrainer les déclarations d'autres ONG directement via le système d'enregistrement en ligne (<https://ngoreg.ohchr.org>). La méthode précédente (l'envoi du formulaire de coparrainage par email) ne sera plus acceptée. Seulement les ONG ayant du statut ECOSOC et d'une désignation annuelle valide auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pourront parrainer des déclarations faites par d'autres ONG.
- Comme le Secrétariat l'a mis en œuvre lors des 51^{ème} et 52^{ème} sessions du Conseil, le Secrétariat a l'intention d'allouer certains espaces pour des événements parallèles mais à un niveau réduit par rapport à la période pré-COVID-19, en raison des rénovations en cours dans le cadre du Plan stratégique patrimonial et son impact sur la disponibilité des salles de réunion au Palais des Nations. Par conséquent, seul un nombre réduit d'événements parallèles sera organisé et les ONG pourront demander un maximum d'un événement parallèle par ONG. Veuillez noter que la date limite pour demander l'organisation d'un événement parallèle pour les ONG est déjà dépassée.
- Chaque événement parallèle aura une durée maximale d'une heure. Les mêmes exigences que pour la période précédant la conférence COVID-19 s'appliqueront. Le calendrier des événements parallèles sera disponible sur l'Extranet du CDH53 et dans l'application Sched. Les ONG sont priées d'informer l'Équipe de la Société Civile des annulations ou de toute autre modification de leurs événements parallèles au plus tard 72 heures avant l'heure annoncée de leurs événements
- Depuis le lundi 22 mai 2023, tous les services de laissez-passer et les badges d'identification seront fournis par le Pavillon Pregny, et non plus à la Villa les Feuillantines.

MESURES POUR ASSISTER LES PETITES DÉLÉGATIONS PENDANT LE CDH

Le Bureau d'assistance du CDH pour les PEID et les PMA vise à, virtuellement, faciliter la compréhension des sujets abordés lors du CDH et renforcer la participation des délégations de petits États pendant la session. Le Bureau d'assistance peut être joint avant, pendant, et après la session par courriel (HRCdesksmallPM@ohchr.org) ou par téléphone/WhatsApp +41 (0) 79 500 00 32. Le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des PMA et PEID aux travaux du Conseil des droits de l'Homme est également disponible pour des consultations en ligne sur demande.

L'utilisation de l'outil en ligne de «E-deleGATE» continuera afin de faciliter le travail des délégations lors du CDH. Cet outil permettra aux délégations de diffuser, soumettre et parrainer des résolutions, entre autres. Il est accessible à ce [lien](#).³

Les délégués pourront continuer à utiliser l'application [Sched](#) pour personnaliser leurs agendas et les synchroniser avec leurs calendriers. Sched fournit des détails sur les réunions plénières ainsi que sur les autres réunions prévues parallèlement à la session du Conseil des Droits de l'Homme au Palais des Nations. Veuillez noter que les détails des réunions sont susceptibles d'être modifiés et seront mis à jour quotidiennement.

LES RÉUNIONS-DÉBATS

Il est prévu que le CDH53 tienne 5 réunions-débats sur les thèmes suivants:

- [Réunion-débat sur les mesures nécessaires pour trouver des solutions pérennes à la crise des Rohingya et mettre fin à toutes les formes de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ceux-ci commises contre les musulmans rohingya et d'autres minorités au Myanmar](#) (21 juin)
- Réunion-débat d'une journée entière sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles (30 juin)
 - Panel 1: [La violence à l'égard des femmes et des filles dans la vie publique et politique](#)
 - Panel 2: [Protection sociale: participation et leadership des femmes](#)
- [Réunion-débat annuel sur les effets néfastes des changements climatiques sur les droits de l'homme. Thème: Les effets néfastes des changements climatiques sur la pleine réalisation du droit à l'alimentation](#) (3 juillet)
- [Réunion-débat sur l'importance de l'acquisition de connaissances dans les domaines du numérique, des médias et de l'information pour la promotion et l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression](#) (3 juillet)

Des notes sur ces débats seront disponibles [ici](#) (notes disponibles en anglais).

³ <https://edelegate.un.int>
⁴ <https://hrcmeetings.ohchr.org/HRCSessions/RegularSessions/53/Pages/Panel%20discussions.aspx>

QUOI DE NEUF?

Au cours du CDH53, les États examineront **48** rapports préparés par le Secrétaire général, le Haut-Commissaire, les Groupes de travail et/ou des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

Ces rapports de l'ONU, mandatés par le Conseil via des résolutions précédentes, seront disponibles [ici](#)⁵ une fois publiés.

'NOMBRE L' - PROJETS DE RÉSOLUTIONS ET AUTRES TEXTES AU CDH53⁶

Sur la base des annonces faites lors de la réunion d'organisation du CDH53, du calendrier volontaire des initiatives régulières, et des initiatives récurrentes de l'année précédente (CDH50), les projets de résolution et autres textes suivants devraient être déposés lors du CDH53. Avant leur adoption, ces textes feront l'objet d'au moins un cycle de consultation informelle ouverte avec les délégations intéressées.



Session d'ouverture du Segment de Haut Niveau lors de la 52ème session du Conseil des Droits de l'Homme. 27 février 2023.
UN Photo / Jean Marc Ferré

5 Le Conseil adoptera treize rapports sur les résultats de l'examen périodique universel lors de sa session plénière.
6 Lorsqu'ils sont déposés devant le Conseil, les projets de résolution (et autres textes) reçoivent un «nombre L»

RÉSOLUTIONS PORTANT SUR LA SITUATION D'UN PAYS

(* = initiative formellement annoncée pendant la réunion organisationnelle du CDH53)

	OBJET DE LA RÉSOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL(AUX) ⁷	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	HISTORIQUE DU VOTE ⁸
1	Situation des droits humains en Érythrée*	UE	2	Vote (21-10-16)
2	Situation des droits humains des Rohingyas musulmans et des autres minorités au Myanmar*	Pakistan (OCI)	2	Consensus
3	Situation des droits humains en Biélorussie*	UE	4	Vote (23-6-18)
4	Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne*	Royaume-Uni, France, Allemagne, Irlande, Jordanie, Koweït, Pays Bas, Qatar, Türkiye, États-Unis d'Amérique	4	Vote (26-6-16)
5	Coopération avec l'Ukraine et assistance apportée à ce pays dans le domaine des droits de l'homme	Ukraine	10	Vote (19-8-20)

7 Basé sur les principaux parrains des résolutions précédentes

8 Résultat du vote depuis la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil. Les résultats du vote sont représentés par (OUI - NON - ABSTENTION)

RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

(* = Initiative formellement annoncée pendant la réunion organisationnelle du CDH53)

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL(AUX)	POINT SUPPO- SE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ ⁹	HISTORIQUE DU VOTE
1	<u>Accélérer les efforts pour éliminer la violence faite aux femmes et aux filles*</u>	Canada	3	Biannuel	Consensus
2	<u>Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés*</u>	Argentine, Canada, Honduras, Italie, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Sierra Leone, Suisse, Thaïlande, Royaume-Uni, Royaume-Uni, Uruguay	3	Biannuel	Consensus
3	<u>Le champ d'action de la société civile*</u>	Chili, Irlande, Japon, Sierra Leone, Tunisie	3	Biannuel	Consensus
4	<u>Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'Homme*</u>	Azerbaïdjan (NAM)	3	Annuel	Vote (29-16-2)
5	<u>Droits de l'Homme et changement climatique*</u>	Bangladesh, Philippines, Vietnam	3	Annuel	Consensus
6	<u>Droits de l'Homme et régulation de l'acquisition, possession et utilisation d'armes à feu par des civils*</u>	Équateur, Pérou	3	Biannuel	Consensus

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL(AUX)	POINT SUPPO- SE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ	HISTORIQUE DU VOTE
7	<u>Droits de l'homme et solidarité internationale*</u>	Cuba	3	Annuel	Vote (32-14-1)
8	<u>Mandat du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires*</u>	Finlande, Suède	3	Triannuel	Consensus
9	<u>Extrême pauvreté et droits de l'homme*</u>	Albanie, Belgique, Chili, France, Maroc, Pérou, Philippines, Roumanie, Sénégal	3	Triannuel	Consensus
10	<u>Élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille*</u>	Brésil, Équateur, Éthiopie, Fidji, Inde, Japon, Maroc, Portugal	3	Triannuel	Consensus
11	<u>Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs, et indépendance des avocats : participation des femmes à l'administration de la justice *</u>	Australie, Botswana, Hongrie, Maldives, Mexique, Thaïlande	3	Dernière adoption en 2022	Consensus
12	<u>Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées*</u>	Mexique, Nouvelle-Zélande	3	Dernière adoption en 2022	Consensus
13	<u>Traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants*</u>	Argentine, Allemagne, Jordanie, Philippines	3	Triannuel	Consensus
14	<u>Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises*</u>	Argentine, Ghana, Fédération de Russie, Suisse	3	Triannuel	Consensus

	FOCUS OF RESOLUTION	LEAD SPONSOR (S)	EXPECTED AGENDA ITEM	PERIODICITY	VOTE HISTORY
15	<u>Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme*</u>	Autriche, Brésil, Danemark, Maroc, République de Corée, Singapour	3	Biennuel	Vote <u>(44-0-3)</u>
16	<u>Moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité*</u>	Émirats arabes unis, Royaume-Uni	3	Triennuel	Consensus
17	<u>Le Forum social*</u>	Cuba	5	Annuel	Consensus
18	<u>Droits humains des migrants: mandat de Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants*</u>	Mexique	3	Annuel	Consensus
19	<u>L'incompatibilité entre démocratie et racisme*</u>	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay	9	Dernière adoption en 2018	Consensus
20	<u>Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme*</u>	Argentine, Autriche, Brésil, Éthiopie, Indonésie, Maroc, Pologne, Royaume-Uni	3	Biennuel	Consensus
21	<u>Le droit à une nationalité : égalité des droits en matière de nationalité pour les femmes, en droit et en pratique*</u>	Algérie, Australie, Botswana, Colombie, Mexique, Slovaquie, Turquie, États-Unis d'Amérique	9	Dernière adoption en 2016	Consensus
22	<u>Le droit à l'éducation*</u>	Portugal	3	Biennuel	Consensus

LES MÉCANISMES DU CONSEIL

PROCÉDURES SPÉCIALES

18 procédures spéciales thématiques (Rapporteurs spéciaux, Experts indépendants et Groupes de travail) présenteront leurs rapports (y compris ceux issus de missions dans des pays) lors du CDH53. En outre, 7 procédures spéciales spécifiques à un pays (Rapporteurs spéciaux et Experts indépendants) présenteront des rapports/comptes rendus oraux sur la situation des droits de l'homme dans les pays couverts par leurs mandats et leur engagement avec le(s) État(s) concerné(s).

MANDATS AYANT POUR OBJET LA SITUATION DANS UN PAYS

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT/COMPTE-RENDU ORAL ET DIALOGUE INTERACTIF ¹⁰
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan (et le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles)	19 juin
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée	19 juin
Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus	5 juillet
Rapporteur Spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi	6 juillet
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar	6 juillet
Rapporteur spécial sur les territoires palestiniens occupés	10 et 11 juillet
Expert indépendant sur la République centrafricaine	11 juillet

MANDATS THÉMATIQUES

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre	21 juin	N/A
Groupe de Travail sur les discriminations à l'égard des femmes et les filles	21 et 22 juin	Situation des droits de l'homme en Afghanistan (présenté avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan) Kyrgyzstan Maldives
Rapporteuse spéciale sur le droit à la santé	22 juin	N/A
Rapporteuse spéciale sur les violences contre les femmes	22 et 23 juin	Türkiye Libye
Rapporteur Spécial sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille	23 juin	Angola Bangladesh
Rapporteuse spéciale sur la liberté d'expression	23 juin	N/A
Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et avocats	26 juin	N/A

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
<u>Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires</u>	<u>26 juin</u>	Argentine
<u>Rapporteur spécial sur les migrants</u>	<u>26 juin</u>	<u>Pologne</u> Biélorussie Bangladesh
<u>Groupe de Travail sur les entreprises et les droits humains</u>	26 et 27 juin	<u>Libéria</u> <u>Luxembourg</u> Argentine
<u>Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation</u>	27 juin	UNESCO
<u>Rapporteur spécial sur le changement climatique</u>	<u>27 juin</u>	<u>Bangladesh</u>
<u>Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique</u>	28 juin	Brésil
<u>Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains</u>	28 juin	<u>Bangladesh</u> Sud Soudan
<u>Expert indépendant sur la solidarité internationale</u>	28 juin	<u>Costa Rica</u>
<u>Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté</u>	<u>28 et 30 juin</u>	<u>Kyrgyzstan</u>
<u>Rapporteur spécial sur les personnes déplacées dans leur pays</u>	<u>4 juillet</u>	Japon Mexique
<u>Rapporteur spécial sur le racisme</u>	<u>11 juillet</u>	N/A

EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

Les résultats de l'EPU de 13 États seront examinés en vue d'une adoption par le Conseil lors du CDH53 (6-10 juillet):

- Argentine*
- Bénin*
- Gabon*
- Ghana
- Guatemala
- Japon
- Pakistan*
- Pérou
- République de Corée
- Sri Lanka
- Tchèque*
- Suisse
- Zambie

*Membres du Conseil

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE À L'APPUI DE LA PARTICIPATION DES PMA ET PEID

Le Fonds d'affectation spéciale pour soutenir la participation des PMA et des PEID aux travaux du Conseil, mis en place en 2012, aidera treize représentants gouvernementaux (huit femmes et cinq hommes) à participer au CDH53. Ils sont originaires des pays suivants:

- Antigua et Barbuda
- Bénin (République du)
- Gambie (République de)*
- Guinée-Bissau
- Madagascar
- Malawi*
- Maldives*
- Mali
- Micronésie (États fédérés de)
- Nauru
- République-Unie de Tanzanie
- Suriname
- Togo

* Membres du Conseil

THÈMES LES PLUS FRÉQUENTS DU CDH53*



*Basé sur toutes les résolutions annoncées, les événements parallèles, les dialogues interactifs, les panels et les rapports.



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP

The content of this document does not represent the official position of the Permanent Mission of Singapore
